

APPRENDRE À CONJUGUER ÉGALITÉ ET PROSPÉRITÉ

Proposition préliminaire d'un OLTIS en égalité

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

Relais-femmes

Décembre 2021



Pour dynamiser le développement du Québec, le gouvernement a besoin des femmes. De toutes les femmes.

Rappelons que le gouvernement québécois (et de ce fait, toutes ses composantes et ministères) s'est engagé à promouvoir l'égalité des sexes dès 1995 dans les suites de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Or, bien que le Québec soit reconnu pour ses avancées en matière d'égalité, des obstacles importants freinent la pleine participation de toutes les femmes au développement économique et social du Québec. Nous sommes capables de plus. Nous pouvons apprendre à conjuguer égalité des femmes et prospérité.

Dans les pages qui suivent, nous expliciterons l'importance de créer un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale (OLTIS) en égalité au Québec. Nous présenterons également en quoi Relais-femmes peut et doit être reconnu pour ce qu'il est : un outil d'innovation sociale essentiel pour relever les défis de l'égalité au Québec.

Une invitation à créer un autre précédent à l'échelle internationale

La création de tribunaux spécialisés en violence conjugale et sexuelle illustre la capacité du gouvernement québécois d'innover et de créer des précédents internationaux. Relais-femmes lance donc une invitation, voire même un défi, au ministère de l'Économie et de l'Innovation à créer, lui aussi, un précédent mondial en matière d'égalité entre les genres.

En effet, la reconnaissance formelle d'un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale spécialisé en égalité des genres constituerait en soi, un geste novateur qui consoliderait le Québec en matière d'égalité à l'échelle internationale. Et si elle était là la véritable innovation sociale de cette décennie !

De grands reculs pour les femmes en moins d'une décennie

Pourquoi innover en matière d'égalité ?

S'il fallait des preuves pour démontrer que l'égalité des femmes n'est toujours pas acquise, la poursuite de l'austérité par le gouvernement québécois et la crise sanitaire qui affecte toujours le Québec et le monde l'ont démontré de façon incontestable.

En 2020, avec la crise sanitaire, les femmes ont écopé ! Selon les analyses de la Banque Royale :

« *La COVID-19 a mis un frein à trois décennies d'amélioration de la participation des femmes au marché du travail. En fait, en quelques mois, la pandémie de COVID-19 a fait passer la participation des femmes au marché du travail d'un sommet historique à son plus bas niveau depuis plus de 30 ans* »¹.

Selon le ministère du Travail du Québec, 68 % des postes supprimés dans la province entre les mois d'octobre 2019 et octobre 2020 étaient auparavant détenus par des travailleuses².

Les données issues de Statistique Canada, d'organismes communautaires partenaires et de sondages menés par la firme Léger, ont permis à l'Observatoire québécois des inégalités sociales de mettre en évidence une augmentation des inégalités subies par les

¹ Banque royale du Canada, 2021.

² Jobin-Labelle, Laïla, *Le Devoir*, mars 2021.

femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes racisées et les personnes en situation de handicap³.

L'égalité : vecteur de développement économique

Pourtant... déjà, en 2007, la Banque Royale du Canada affirmait que : « *les revenus personnels seraient plus élevés de 168 milliards de dollars si le traitement des femmes était identique à celui des hommes* »⁴.

En dollars constants, cette égalité de traitement signifierait plus de 216 milliards de dollars au Canada et près de 50 milliards de dollars au Québec en 2021.⁵

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) exprime un point de vue convergent quand elle affirme que « pour dynamiser la croissance, les pays membres doivent fournir des efforts en matière d'égalité hommes/femmes »⁶. Elle en fait d'ailleurs un des principes centraux de sa stratégie pour une croissance inclusive appelant les dirigeants à agir au regard de l'équité, la diversité et l'inclusion⁷.

Le Scientifique en chef du Québec pointe dans la même direction

Dans son rapport sur l'Université québécoise du futur⁸, le Scientifique en chef du Québec identifie que l'orchestration savoir et société constitue un enjeu stratégique permettant aux universités de demeurer innovantes et ancrées socialement. À cette fin, il fait la recommandation suivante ;

« *Le gouvernement doit mettre en place des mécanismes susceptibles de garantir une étroite collaboration entre les parties prenantes dans chacune des zones d'innovation au Québec...*

Dans la collaboration université-société, l'on doit mieux faire valoir et soutenir l'apport du secteur des arts et de la culture, celui du milieu communautaire et celui des organismes de valorisation, de transfert,

³ Tircher, Pierre et Zorn, Nicolas, 2020.

⁴ Relais-femmes, Mars 2014.

⁵ Banque Royale citée dans Relais-femmes, mars 2014.

⁶ Terra femina, 2012.

⁷ Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

⁸ L'Université québécoise du futur — Tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations, 2021

|| *de médiation, sans oublier le rôle des étudiant. es en cours de formation dans les activités de services à la société. »⁹*

Qu'elles soient de la Banque Royale, de l'OCDE, ou du Scientifique en chef, toutes les solutions pointent dans la même direction que celle proposée ici par Relais-femmes.

Reconnaître le rôle d'intermédiation de Relais-femmes ne devrait pas poser problème

Relais-femmes est unique ! Lors du 7e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie, les déléguées présentes ont conclu qu'aucun organisme alliant la coconstruction de connaissances, la liaison, l'accompagnement, la formation et le transfert des connaissances en égalité des genres n'existe ailleurs qu'au Québec¹⁰.

Le reconnaître comme un organisme d'intermédiation ne devrait pas poser problème puisqu'il correspond, en tous points, à la définition qu'en fait le ministère de l'Économie et de l'Innovation sociale du Québec¹¹.

Relais-femmes, par son rôle d'intermédiation, est résolument positionné dans la lutte aux inégalités sociales et aux discriminations qui subsistent, notamment dans les milieux de travail, envers les femmes. Cette visée de lutte aux inégalités, qui se concrétise grâce à de la formation et à de l'accompagnement d'organisations, d'institutions, de syndicats, de municipalités, de municipalités régionales de comté (MRC), de groupes communautaires et de femmes, contribue durablement à des changements de culture organisationnelle.

Nos principes directeurs pour guider le travail à faire

Relais-femmes a développé 5 principes directeurs qui guident le travail à faire. C'est, là, la clé de son succès :

- Favoriser la création d'espaces de rencontres entre les savoirs académiques et expérientiels à toutes les étapes de mise en œuvre d'un projet – l'intermédiation
- Coconstruire les connaissances en reconnaissant les expertises diversifiées
- Offrir une réponse sociale forte et cohérente aux besoins des organisations et des chercheuses tout au long du processus.

⁹ Fonds de recherche du Québec, septembre 2020

¹⁰ Congrès international des recherches féministes dans la francophonie (CIRFF), 2015.

¹¹ Ministère de l'économie et de l'innovation du Québec, 2021.

- Renouveler les pratiques à travers des pratiques d’accompagnement et de formation
- Développer et déployer un modèle de transfert intégré et en constante évolution/évaluation.

8 priorités d’action pour l’égalité

La programmation de l’OLTIS s’articulera autour de priorités d’action fortement interreliées, tout en considérant les dimensions sociales, économiques et environnementales touchées par la considération de l’égalité.

- Appuyer une économie soutenable au regard de l’environnement et des droits humains ;
- Soutenir la lutte aux discriminations dans un climat social évolutif, sensible et conscient des inégalités sociales
- Combattre les biais inconscients, préjugés et stéréotypes (re) produits dans les différentes sphères et lieux de la société québécoise
- Renforcer la résilience des groupes marginalisés à faire face aux inégalités sociales accentuées par les changements climatiques
- Contribuer au développement d’emplois attractifs et adaptés par la mise en application de l’analyse différenciée selon les sexes intersectionnelle
- Amplifier la réponse sociale dans la lutte contre toutes les formes de violence envers les femmes
- Susciter une culture de l’innovation centrée autour de l’égalité
- Fédérer le Québec à devenir la société la plus égalitaire au monde !

Relais-femmes : une organisation solidement ancrée dans son milieu

L’ancrage de Relais-femmes au sein des mouvements des femmes et communautaires autant que du milieu universitaire lui permet d’être au cœur des débats qui interpellent la société québécoise en matière d’égalité.

Ses différents lieux d’implication sont autant d’occasions de partager tant sur le contexte social que sur les activités et les projets entrepris par les groupes :

- Relais-femmes coordonne les activités du Groupe des 13, structure de concertation qui, malgré son nom, regroupe maintenant une vingtaine de

regroupements, nationaux et régionaux, et prend position sur des questions transversales au mouvement des femmes.

- Relais-femmes, à titre de cofondateur, siège et préside le comité directeur du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes.
- Relais-femmes est aussi membre du Centre de documentation en éducation des adultes et en condition féminine (CDEACF) dont il est un membre fondateur.
- Il est membre de la Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF) et il en assure la représentation auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Il participe aux travaux du comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Dès 1982, Relais-femmes signe une entente — le Protocole UQAM-Relais-femmes — avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour le développement, le transfert et la diffusion des connaissances en lien avec le monde associatif. Annuellement c'est en moyenne une trentaine d'activités de recherche, formation et diffusion des connaissances qui sont réalisées et financées dans le cadre de cette alliance stratégique.

Depuis, l'organisme a développé un réseau partenarial exceptionnel optimisant ainsi la liaison et le transfert de connaissance et d'expertise dans les milieux féministes, communautaires, universitaires, gouvernementaux, municipaux, institutionnels et syndicaux.

Parmi les partenaires universitaires, on retrouve :

- L'Université du Québec à Montréal,
- L'Université Laval,
- L'Université de Montréal,
- L'Université de Sherbrooke,
- L'Université du Québec en Outaouais,
- L'Université du Québec à Chicoutimi,
- L'Université du Québec à Trois-Rivières,
- L'Institut national de la recherche scientifique
- L'Université McGill
- L'université Concordia
- L'Université d'Ottawa

Relais-femmes collabore au sein de nombreux groupes interuniversitaires et instituts tels que Trajetvi (un partenariat de recherches et d'action sur les trajectoires de vie, de recherche d'aide et de recours aux services des femmes victimes de violence conjugale), le Groupe de recherche interuniversitaire et interdisciplinaire sur l'emploi, la pauvreté et la protection social (GIREPS), le Réseau québécois en études féministes (RéQEF), l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) ou encore le Partenariat famille en mouvance, notamment (voir Annexe 1).

Investir peu pour développer beaucoup

L'effet levier du rôle d'intermédiation et de fonds de démarrage en recherche, même modestes, est généralement peu documenté. Toutefois, nous jugeons important de porter à l'attention du MEI quelques données colligées dans le cadre de nos démarches de développement avec l'Université de Sherbrooke¹².

- L'UQAM, avec son programme d'aide financière à la recherche et à la création, estime que, pour chaque dollar investi, les retombées sont de 10 \$ à 20 \$ en financement externe. De même, l'Institut universitaire Sherpa observe que l'octroi de petites sommes (moins de 4000 \$) à l'exploration d'une question de recherche obtient des retombées financières multipliées par 18.
- À l'Université de Sherbrooke, le projet de l'enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en milieu universitaire (ESSIMU) a reçu un montant initial de 6830 \$ pour réaliser une première étape de recherche. Ce projet a finalement généré des engagements subséquents de 700 000 \$ pour l'Université de Sherbrooke.

Outre ces retombées financières, ces exemples réitèrent les potentialités sociales et économiques d'un *intermédiaire* en égalité. L'argent, à lui seul, n'aurait pas permis d'atteindre de tels résultats. L'accompagnement dont les projets ont bénéficié explique un tel succès.

Des réalisations récentes dignes de mention

Sans pouvoir faire ici une recension complète des projets pour lesquels Relais-femmes a joué un rôle moteur, nous portons tout de même à votre attention, quelques-uns d'entre eux :

- L'accompagnement et la formation en analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) de 25 municipalités régionales de comtés (MRC) de 4

¹² Nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité entre les sexes, juin 2019.

régions administratives (Capitale-Nationale, Outaouais, Montérégie et Estrie) dans le développement de politiques régionales d'égalité entre les femmes et les hommes. 14 MRC ont récemment adopté des politiques en égalité dans le cadre du projet Défi Parité.

- Plus de 900 employé. es et élu. es de la Ville de Montréal, plus de 200 élu. es et employé. es de MRC de 4 régions administratives du Québec et un nombre considérable de groupes de femmes, syndicaux, communautaires et institutionnels ont été formé. es et accompagné. es par Relais-femmes à la mise en œuvre de l'ADS + dans leurs propres projets professionnels dans les trois dernières années.
- Le développement d'outils pour lever les obstacles à la sécurité et à la participation des femmes dans les coopératives d'habitation du Québec avec la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), la deuxième plus grande fédération au Canada et la première au Québec¹³.
- De nombreuses recherches sur les violences faites aux femmes.
- La recherche sur les conséquences du décrochage scolaire des filles et des femmes¹⁴.
- Le développement de l'étude : Femmes, argent et économie : on est loin du compte !¹⁵
- La création d'une trousse d'outils MTElles et une formation en ligne pour une participation citoyenne de toutes les femmes¹⁶.
- La création du régime de retraite innovateur pour les groupes communautaires et les groupes de femmes qui rejoint aujourd'hui 901 groupes, 9743 participantes et participants, un régime innovateur qui gère maintenant un fonds de 103 millions de dollars.

Une organisation récipiendaire de prix prestigieux

Il serait impossible de passer sous silence le fait que Relais-femmes a été récipiendaire de prix prestigieux au fil du temps :

¹³ FECHIMM, 2020.

¹⁴ Relais-femmes et la Fédération autonome de l'enseignement (La FAE), 2015.

¹⁵ Relais-femmes, 2007.

¹⁶ Concertation Montréal, la Coalition montréalaise des tables de quartier et Relais-femmes, 2020.

- En 2008, Le régime de retraite des groupes communautaires et de femmes a remporté le prix Initiative gagnante décerné par le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et Action communautaire ;
- En 2010, la revue canadienne Benefits Canada lui remettait son Plan Sponsor Awards pour son caractère novateur ;
- Le rapport d'analyse mené par Relais-femmes avec la FAE sur le décrochage des filles intitulé *Le décrochage scolaire des filles : la possibilité d'agir, la nécessité de le faire* a remporté le Prix Coup de cœur 2015 du public décerné par le Secrétariat à la condition féminine ;
- En 2018, la coordonnatrice générale de Relais-femmes, Mme Lise Gervais, recevait le prix Reconnaissance UQAM 2018 de la Faculté des sciences humaines.

Des retombées attendues qui sont ambitieuses

Sans dresser une liste exhaustive de toutes les retombées possibles d'un investissement substantiel du ministère de l'Économie et de l'Innovation pour que l'égalité des sexes fasse partie de l'équation pour le développement social et économique, nous croyons humblement pouvoir atteindre les retombées suivantes :

- Un élargissement important du réseau de chercheurs, experts.es, praticiens et praticiennes, gestionnaires et décideurs engagés pour l'égalité des sexes ;
- De nouveaux outils et de nouvelles connaissances qui dynamiseront les milieux tant publics, communautaires ou privés vers l'atteinte de l'égalité;
- Une accessibilité accrue aux résultats de recherche;
- Une plus grande capacité d'accompagnement et de formation des organismes ou entreprises s'engageant à revoir leurs pratiques;
- Une meilleure pénétration des régions pour répondre à leurs besoins particuliers;
- Enfin, des capacités renforcées des milieux d'influencer leur développement et celui du Québec.

Il est possible de développer une économie et une société soutenable pour les femmes.

Pour de nombreux groupes de femmes « L'iniquité salariale, l'absence de mesures de conciliation famille-travail et le harcèlement, entre autres, en rebutent plus d'une ou nuisent à leur intégration ou leur maintien en emploi. Les entreprises qui ont les

meilleures chances d'échapper aux conséquences coûteuses de la pénurie de main-d'œuvre sont celles qui offriront aux travailleuses des conditions gagnantes, adaptées à leurs besoins. Cela impose nécessairement un changement de culture et de pratiques, particulièrement dans les secteurs d'emploi majoritairement masculins »¹⁷. Plus largement encore, des pratiques et des politiques organisationnelles peuvent être porteuses d'inégalités et de discrimination à l'endroit particulier de groupes de personnes et ont pour effet de nous priver collectivement des possibilités de conjuguer égalité et prospérité.

Ce point de vue converge avec l'analyse du BSI Economics qui concluait que « l'autonomisation économique des femmes est considérée comme un instrument essentiel pour promouvoir la croissance économique et le développement social... même si cela implique « une transformation des dynamiques de pouvoir inégalitaires entre hommes et femmes »¹⁸. De même, au plan actionnarial, investir au sein d'entreprises qui respectent les écosystèmes et les droits des personnes, mettent en place des mesures d'égalité entre les genres et d'équité envers les groupes minoritaires, demeure une stratégie d'investissement prometteuse et performante même en contexte d'instabilité¹⁹.

À contrario, négliger ces principes nous coûte cher socialement. Par exemple, quand l'égalité demeure un angle mort des priorités de développement régional on accroît les risques de précarisation et d'itinérance des femmes²⁰.

¹⁷ Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) et G13, 26 octobre 2021.

¹⁸ BSI Economics, 2014.

¹⁹ Lachapelle, Sandy, *Le Devoir*, juin 2021.

²⁰ Catherine Flynn et Marie-Marthe Cousineau, mars 2021.

Le Québec a-t-il les moyens de se priver d'une expertise unique en égalité des sexes ?

En matière d'égalité, Relais-femmes existe depuis presque 45 ans. Il est un organisme de liaison et de transfert en égalité des sexes à l'origine de nombreuses innovations sociales d'importance.

Il devient évident que l'expertise de Relais-femmes ne peut être ignorée plus longtemps. En tant qu'organisation d'intermédiation axée sur l'avancement des femmes et de la société québécoise, Relais-femmes doit avoir les moyens de ses ambitions !

L'absence d'une réelle reconnaissance financière significative l'empêche de contribuer à la mesure de son plein potentiel pour trouver des réponses satisfaisantes aux défis auxquels est aujourd'hui confrontée la société québécoise. On ne peut conjuguer égalité et prospérité sans trouver des solutions collectives.

Plusieurs groupes sont arrivés à une telle conclusion puisque les demandes affluent de toutes les régions du Québec, mais sans moyens substantiels, difficile de répondre à chacune d'elle.

La question n'est donc plus : le gouvernement et son ministère de l'Économie et de l'Innovation sociale ont-ils les moyens de soutenir un groupe qui a une expertise unique en égalité des genres, mais ont-ils encore les moyens de s'en priver ?

RÉFÉRENCES (en ordre d'apparition dans le texte)

- ¹ Congrès international des recherches féministes dans la Francophonie (CIRFF), « Compte-rendu du caucus pour le renforcement des organismes féministes de liaison, recherche et transfert de connaissances dans la francophonie », août 2015.
http://www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=290:le-7e-congres-international-des-recherches-feministes-dans-la-francophonie&Itemid=587
- ² La COVID fait payer un lourd tribut aux travailleuses, Banque royale du Canada, 2021.
<https://www6.royalbank.com/fr/di/hubs/now-and-noteworthy/article/women-in-the-labour-force/kbs73enx>
- ³ Laïla Jobin-Labelle, « Les femmes, grandes perdantes de la pandémie », Le Devoir, mars 2021.
<https://www.ledevoir.com/societe/596250/les-femmes-grandes-perdantes-de-la-pandemie>
- ⁴ Pierre Tircher, Nicolas Zorn, Observatoire québécois des inégalités, « Les personnes les plus vulnérables face au coronavirus. », Options politiques, avril 2020.
<https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/avril-2020/les-personnes-les-plus-vulnerables-face-au-coronavirus/>
- ⁵ Relais-femmes, « L'égalité : un vecteur de développement social et économique », 2014.
http://www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=236:l-egalite-un-vecteur-important-de-developpement-social-et-economique&Itemid=587
- ⁶ Banque Royale citée dans Relais-femmes, « L'égalité : un vecteur de développement social et économique ». 2014
http://www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=236:l-egalite-un-vecteur-important-de-developpement-social-et-economique&Itemid=587
- ⁷ Terra femina, « OCDE : l'égalité hommes-femmes au service de la croissance », 2012.
<https://www.terrafemina.com/vie-pratique/economie-a-bourse/articles/13689-ocde-legalite-hommes-femmes-au-service-de-la-croissance.html>
- ⁸ L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Business for Inclusive Growth.
<https://www.oecd.org/inclusive-growth/businessforinclusivegrowth/>

⁹ Fonds de recherche du Québec, « L'université québécoise du futur : tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations », septembre 2020.

<https://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/UduFutur-FRQ-1.pdf>

¹⁰ Fonds de recherche du Québec, « L'université québécoise du futur : tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations », septembre 2020.

<https://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/UduFutur-FRQ-1.pdf>

¹¹ Congrès international des recherches féministes dans la Francophonie (CIRFF), « Compte-rendu du caucus pour le renforcement des organismes féministes de liaison, recherche et transfert de connaissances dans la francophonie », août 2015.

http://www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=290:le-7e-congres-international-des-recherches-feministes-dans-la-francophonie&Itemid=587

¹² Ministère de l'économie et de l'innovation du gouvernement du Québec.

« Intervenants du milieu : organisme d'intermédiation », 2021.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/milieu-recherche/organismes-d'intermediation/>

¹³ Nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité entre les sexes, « Effet levier de fonds de démarrage en recherche », juin 2019.

Document déposé auprès de l'Université de Sherbrooke.

¹⁴ Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), « Les coopératives d'habitation — Présence des femmes, pouvoir des femmes », 2020.

<http://fechimm.coop/fr/CFC>

¹⁵ Relais-femmes et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), 2015. « Les conséquences du décrochage scolaire chez les filles ».

http://relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=278:miser-sur-la-scolarisation-des-filles-avant-tout&Itemid=587

¹⁶ Relais-femmes, Trousse de formation « Femmes, argent et économie : on est loin du compte ! », 2007.

http://www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=185&Itemid=62

4

¹⁷ Concertation Montréal, Coalition montréalaise des tables de quartier et Relais-femmes, « Trousse d’outils : pour une participation égalitaire et inclusive pour toutes les femmes : Pratiques prometteuses », 2020.

<https://concertationmtl.ca/wp-content/uploads/2019/11/MTElles-TrousseOutils.pdf>

¹⁸ Conseil d’intervention pour l’accès des femmes au travail (CIAFT) et G13, Le Nouvelliste, « Pénurie de main-d’œuvre : les femmes font partie de la solution », 26 octobre 2021.

<https://www.lesoleil.com/2021/10/26/penurie-de-main-duvre-les-femmes-font-partie-de-la-solution-4338c619840964762680c96a6ccf4866>

¹⁹ BSI Economics, Égalité des genres et développement économique, « L’autonomisation économique des femmes : un instrument clé pour le développement », 2014.

<http://www.bsi-economics.org/359-egalite-genres-developpement-economique>

²⁰ Lachapelle Sandy, Le Devoir, juin 2021.

<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/608007/chronique-investissement-responsable-soyez-futes>

²¹ Flynn, Catherine et Cousineau, Marie-Marthe, mars 2021.

<https://frq.gouv.qc.ca/histoire-et-rapport/violence-faite-aux-femmes-de-la-part-de-partenaires-intimes-et-itinerance-mieux-comprendre-pour-intervenir-de-facon-concertee/>

ANNEXE 1 : L'ÉCOSYSTÈME PARTENARIAL DE RELAIS-FEMMES*

